



Editorial

L'eau est un bien qui nous réunit sur cette planète dite «bleue». Notre totale dépendance à sa disponibilité limitée et à sa qualité relative nous porte à lui conférer une valeur centrale. Celle-ci nous conduira-t-elle vers des conflits sans fin comme le dépeignent certains? Ou au contraire vers davantage de dialogue et de coopération, prémices de sociétés plus paisibles?

La DDC est convaincue de la pertinence du deuxième scénario et s'engage depuis plusieurs années pour une approche positive des enjeux liés à l'eau. Elle s'est lancée dans l'aventure incroyable d'un mouvement global «Blue Peace» (paix bleue) reposant sur l'observation que les pays impliqués dans une coopération active autour de l'eau ne se sont jamais fait la guerre. Le même constat a également amené la Suisse à jouer un rôle crucial dans l'inclusion de la coopération transfrontalière dans le sixième Objectif de développement durable de l'Agenda 2030 dédié à l'eau.

Les tensions autour des ressources hydriques sont réelles. Mais la création d'espaces de dialogue entre pays, ou entre des communautés locales et un groupe industriel par exemple, peut renverser la donne. La DDC n'est pas la seule à y croire. Quantité d'entreprises privées et d'institutions scientifiques, sans oublier la jeunesse, font aussi le choix de coopérer.

À la lumière de cette constatation, la double ambition de développement durable et de paix durable n'est plus une utopie.

Bonne lecture!

Tatjana von Steiger

Cheffe suppléante du domaine Coopération globale, DDC

BLUE PEACE: UN IDÉAL DEVENU MOUVEMENT À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE



La DDC entend faire de «Blue Peace» un mouvement rassembleur à l'échelle internationale et sur le plan local. Une gestion pacifique de l'eau nécessite l'implication d'une large variété d'acteurs. © DDC

En quelques années, l'initiative «Blue Peace» est devenue un mouvement international reconnu. La nécessité d'œuvrer à une gestion intelligente des ressources hydriques disponibles pour réduire les risques de conflits fait consensus. Sur le terrain, la DDC appuie aussi bien des mécanismes de coopération transfrontalière que des plateformes nationales de dialogue sur la question de l'accès à l'eau.

«Si nous menons à bien notre mission, nous retiendrons de l'année 2017 qu'elle a permis de transformer l'eau, perçue comme un atout pour la paix, en un vecteur actif de diplomatie.» Lorsqu'il partage sa vision en marge de la publication d'un rapport international sur le potentiel d'une gouvernance pacifique de l'eau en septembre 2017, l'ancien président de la République de Slovénie, Danilo Türk, veut insister sur le caractère historique du moment.

D'aucuns y voient la consécration de l'idéal de «Blue Peace», une initiative lancée en

2010 par la Suisse. Derrière «Blue Peace», il y a l'idée qu'une gestion optimale et équitable des ressources hydriques à l'échelle de la planète peut servir la cause d'une paix durable.

«Nous sommes partis du constat que, par définition, l'eau 'connecte' des populations et des habitants et qu'ainsi, le meilleur pouvait découler de mécanismes de coopération profitables à tous», explique Johan Gély, chef du Programme global Eau à la DDC. Une coopération devenue aujourd'hui d'autant plus inéluctable que l'eau se raréfie au vu de l'augmentation de la population et des

industries, qu'elle est souvent très mal recyclée, que les écosystèmes sont perturbés par les effets du changement climatique... De nos jours, près de 3,5 milliards d'habitants souffrent d'un déficit d'accès à l'eau potable. En 2017, comme lors des années précédentes, le rapport sur les risques globaux publié par le Forum économique de Davos considérait les crises liées à l'eau comme la plus grande menace à long terme pour la planète.

Alors, expériences sur le terrain à l'appui (voir pp. 2, 3 et 4), la Suisse a montré l'exemple. En moins d'une décennie, elle a fait de «Blue Peace» un véritable mouvement rassembleur. «La finalité des nombreux projets de co-gestion de l'eau que la Suisse et forge et finance à travers le monde est d'inclure dans la réflexion tous les acteurs concernés, des villageois aux ministères, ainsi que les femmes, les jeunes, le monde de la recherche et les entreprises qui veulent investir», décrit Nadia Benani, chargée de programme à la DDC. Les problèmes qui se posent sont à chaque fois différents, mais le dialogue est toujours la solution. «L'usage

fait de l'eau d'un fleuve ou d'un lac peut être à l'origine de tensions qu'il s'agit d'anticiper. Ailleurs, le fait de réunir des interlocuteurs autour de l'eau peut éviter l'émergence de rivalités sur d'autres questions.»

Visibilité internationale

Le savoir-faire de la Suisse dans le domaine de la gestion de l'eau et la coopération de longue date instaurée en la matière avec des pays comme l'Allemagne, l'Italie ou la France sont aussi pour beaucoup dans le crédit accordé au mouvement «Blue Peace». En 2015, l'année même où l'impératif d'une «gestion intégrée des ressources hydriques» était inscrit à l'Agenda 2030, la Suisse co-instituait un comité de personnalités politiques de haut-rang émanant de quinze pays, chargé de réfléchir aux implications et modes opératoires possibles d'une «coopération internationale autour de l'eau». En sa qualité de président du cénacle, Danilo Türk a eu le privilège de présenter le rapport mentionné plus haut successivement à Genève, New York et Brasilia (lieu du dernier Forum mondial de l'eau).

Le potentiel d'une gestion pacifique des ressources hydriques a immédiatement fait mouche sur la scène internationale. Le panel de haut niveau conjoint de l'ONU et de la Banque mondiale sur l'eau a intégré la dialectique eau et paix dans ses recommandations.

La Suisse, pour sa part, «cautionne tous les constats et objectifs avancés par le rapport», informe Nadia Benani. De fait, plusieurs des pistes d'avenir suggérées – incitation aux investissements privés dans les installations transfrontalières, renforcement des actions d'hydro-diplomatie, mise en libre accès de données hydrologiques de qualité, protection systématique des infrastructures sanitaires en cas de conflits – sont intégrées dans les projets que la DDC appuie sur le terrain.

> Pour plus d'information: lire le rapport [«Une question de survie»](#)

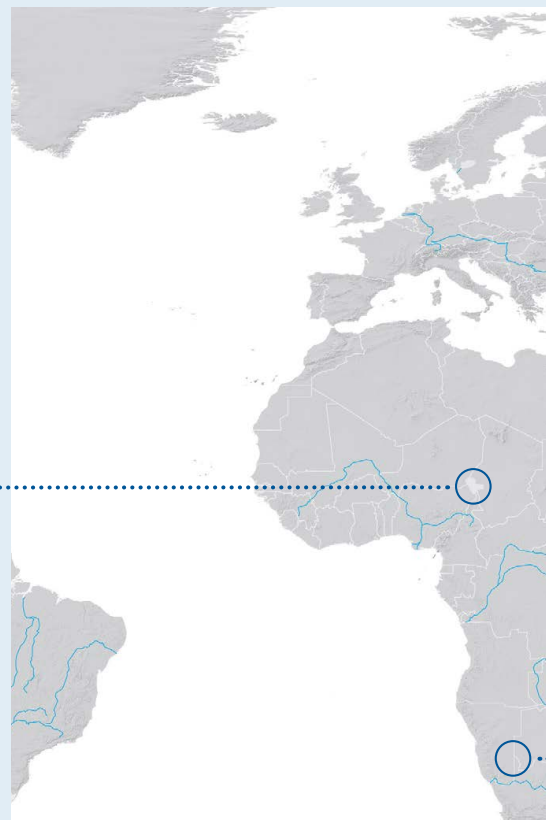
L'IDÉAL BLUE PEACE EN ACTION

Plaidoyer pour la coopération transfrontalière

En soutenant activement la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (Convention sur l'eau), la DDC a contribué à l'émergence de nouvelles pratiques de coopération transfrontalière. Son plaidoyer repose sur des diagnostics précis qui ont été faits des bénéfices engrangés par les pays riverains des rivières Drina (Bosnie, Serbie, Monténégro), Cubango Okavango (Angola, Botswana, Namibie) et Sio Malaba (Kenya, Ouganda). En coopérant, tous ces pays ont amélioré leurs bilans économiques, sociaux et environnementaux, tout en s'assurant un climat de paix et de sécurité. Initiée historiquement par la Commission économique pour l'Europe de l'ONU, la Convention sur l'eau est aujourd'hui devenue un cadre de référence mondial.

Répartition négociée de l'eau

Quatre pays – le Tchad, le Cameroun, le Nigeria et le Niger – ont un accès direct au bassin du lac Tchad. Des millions d'éleveurs et cultivateurs en dépendent, alors même que sa surface a été divisée par... cinq de 1960 à nos jours. Plus éloignées, la République centrafricaine et la Libye s'intéressent également aux ressources offertes par le bassin. Financé par la Suisse, le projet BRIDGE de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) s'applique à fournir aux pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad des cartes hydrologiques détaillées. Les effets du changement climatique y sont étudiés attentivement. En bout de chaîne, les populations rurales de la région peuvent planifier leurs activités en fonction des volumes d'eau qui seront à leur disposition.



Trois questions à... Joyce Mendes

JOYCE MENDES, 24 ans, est à la fois membre du Parlement mondial de la jeunesse pour l'eau, une instance soutenue par la DDC, et engagée sur le plan local.



Joyce, comment êtes-vous devenue une activiste de la coopération transfrontalière entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine?

J'ai vécu dans différents pays avec mes parents jusqu'au jour où ils ont décidé de venir s'installer à Foz de Iguazu, une ville brésilienne qui fait littéralement face au Paraguay et à l'Argentine, situés de l'autre côté des fleuves Parana et Iguazu. Il y a cinq ans, alors que je débutais mes études

universitaires, j'ai eu plusieurs idées de projets liés à l'eau. C'était comme une explosion de type supernova! J'ai alors participé à la création de différents collectifs de jeunes dans la région, en me disant: 'Nous, les jeunes, devons nous impliquer dans la protection des écosystèmes que nous avons en commun.'

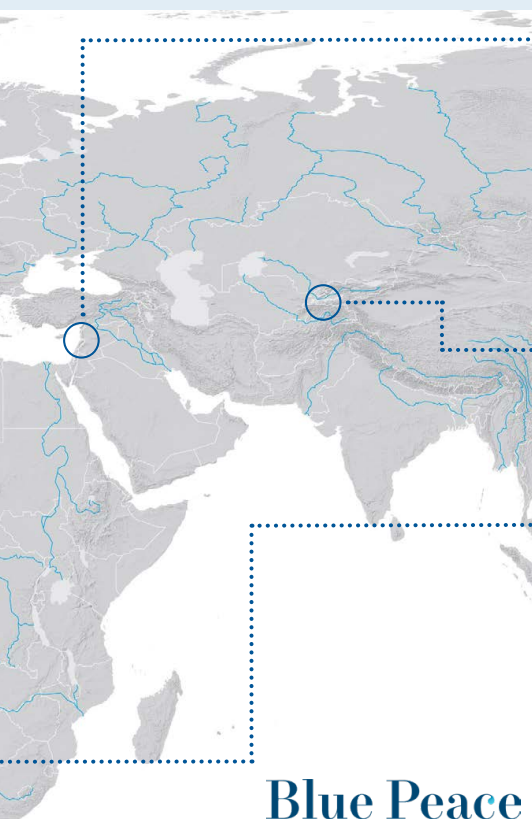
Quelle est la plus-value d'un Parlement mondial des jeunes sur l'eau pour vos projets?

Indéniablement, de pouvoir découvrir ce qui se fait ailleurs. C'est une vraie source d'inspiration. Au retour d'une session du Parlement, j'ai approché des communautés locales pour leur proposer de tester la production de biogaz. Le projet s'inscrit dans une initiative régionale visant le 'zéro déchet'. La pollution charriée par les fleuves est, par définition, transfrontalière, alors nous tentons d'infléchir certaines

réglementations publiques en organisant des ateliers de réflexion participatifs sur la base d'analyses d'échantillons d'eau et de sols.

Diriez-vous qu'à l'échelle de la planète, tous les jeunes ont la même vision de l'eau et des choix à faire en priorité?

D'un côté, oui. Nous partageons un même idéal de paix, qui impose de réfléchir à la façon dont nous nous traitons les uns les autres. Cela dit, chaque pays, chaque région a sa propre histoire. Dans le bassin de la Parana, par exemple, la terrible guerre de la 'Triple alliance' qui date de 150 ans hante encore les esprits. Aujourd'hui, plusieurs accords de coopération ont été signés entre les pays concernés. Le Brésil et le Paraguay exploitent ensemble une centrale hydro-électrique... Mais il nous appartient à nous, les jeunes, de surveiller et d'amplifier ces dispositifs.



Gestion durable d'une denrée rare

L'aridité du Moyen-Orient impose de prévoir une gestion durable des ressources hydriques qui sont présentes dans la région. La situation a empiré en Jordanie avec l'arrivée de millions de réfugiés syriens dans le nord du pays. La répartition de l'eau fournie par la rivière Yarmouk qui coule entre la Syrie et la Jordanie a toujours été contestée. En dépit de circonstances difficiles, la DDC a produit au cours des deux dernières années une étude à la fois hydrologique et politique rigoureuse qui sert désormais de référence pour un partage efficace des ressources en eau transfrontalières.

Hydro-diplomatie

Dans le cadre de l'initiative «Blue Peace Asie centrale» pilotée par la Suisse, cinq pays de cette région stratégique à plus d'un titre pour la Suisse s'initient à la collaboration transfrontalière. (voir article p. 4)

Préservation de réserves aquifères

Aux confins de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Botswana, le défi de l'eau est souterrain. L'avenir d'une grande partie de la population dépend du niveau de l'aquifère de Stampriet. Les réserves ne sont pour l'heure pas menacées par une surexploitation ou des activités polluantes. Mais cela pourrait vite changer au vu de la croissance démographique. Une opération de production puis collecte de données hydrogéologiques supervisée par l'UNESCO sur la base d'un financement suisse doit permettre aux pays concernés de développer une responsabilité propre dans la planification de leurs besoins en eau et dans une gestion conjointe et durable des nappes phréatiques.

Blue Peace Asie centrale: une hydro-diplomatie suivie d'effets

L'Asie centrale est, après le Moyen-Orient, la deuxième région du monde où la Suisse développe une hydro-diplomatie active pour faciliter des partenariats transfrontaliers autour de l'eau, à l'enseigne du mouvement «Blue Peace». Le défi est de taille: garantir aux quelque 60 millions d'habitants que réunissent le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan un accès durable et pacifié à l'eau.

Si le décor géologique de la région est similaire à celui de la Suisse avec des glaciers, des plaines fertiles, de longs fleuves et des lacs parfois communs à plusieurs pays, le contexte institutionnel l'est beaucoup moins. «Jusqu'à récemment, la collaboration entre les États se limitait à des formules de partage des eaux héritées de l'époque soviétique», explique Michel Mordasini, envoyé spécial de la Suisse pour la gestion de l'eau en Asie centrale. «La question de savoir ce qui pouvait être fait en commun de cette eau n'était pas à l'ordre du jour.» Pour la Suisse qui pouvait, elle, se prévaloir d'une longue expérience de collaboration transfrontalière avec ses pays voisins en matière de gestion durable des sources d'eau et de prévention des catastrophes, il y avait une carte à jouer.

Elle convainc dès lors des représentants des cinq pays concernés de se réunir à Bâle, en 2014, pour une première conférence sur le

potentiel d'une gestion intégrée de l'eau en Asie centrale. Pour formuler son offre d'hydro-diplomatie, la Suisse peut également s'appuyer sur sa bonne connaissance du terrain, héritée de 25 ans de coopération technique dans le secteur.

Ramener les bonnes pratiques de l'Afrique Ouest

Depuis, des «dialogues techniques» et des voyages d'études ont lieu régulièrement au plus haut niveau. Le dernier en date a permis à une délégation de dix officiels kazakhs, kirghizes, ouzbeks, tadjiks et turkmènes d'apprécier les mécanismes de coopération bien rodés entre le Sénégal, la Mauritanie, le Mali et la Guinée autour du fleuve Sénégal. La distribution équitable des coûts et bénéfices liés à l'exploitation du cours d'eau ainsi que la gestion des infrastructures assumée par plusieurs sociétés privées ont été remarquées.

Pour autant, «les pays d'Asie centrale ne partent pas de rien», insiste Michel Mordasini, en citant l'exemple du Fonds pour la sauvegarde de la mer d'Aral qui a toujours servi de cadre de concertation. Ailleurs, plusieurs projets soutenus par la DDC ou le SECO font parler d'eux. L'introduction de mesures systématiques et automatiques des flux d'eau générés par les fleuves Chu

et Talas communs au Kirghizistan et au Kazakhstan permet aux deux États de discuter sur la base de données transparentes. A Osh, deuxième plus grande ville du Kirghizistan, le traitement high-tech des eaux usées profite aux populations ouzbèkes qui habitent de l'autre côté de la frontière. Ou encore: un partenariat suscité par la DDC invite des glaciologues de l'Université de Fribourg et des chercheurs ouzbeks, kirghizes et tadjiks à développer des modèles d'utilisation rationnelle de l'eau de montagne. C'est que les glaciers d'Asie centrale fondent dangereusement sous l'effet du réchauffement climatique, comme partout dans le monde. Des systèmes d'alerte transnationaux ont aussi été mis au point afin de prévenir les populations en cas d'inondations ou de glissements de terrain qui, par définition, ne connaissent aucune frontière.

Et dans le futur? Pour financer des projets transfrontaliers marquants, un gros défi sera d'amener les banques régionales et internationales à entrer dans une logique de prêt régional, et non plus pays par pays, confie Michel Mordasini. A ce niveau aussi, «la Suisse stimule la réflexion». Enfin, le changement de mentalités proviendra d'une nouvelle génération de fonctionnaires et activistes. La Suisse veut miser sur la relève. Elle créera d'ici à la fin de l'année un réseau régional de jeunes professionnels désireux de vivre une expérience dans un pays voisin. Le b.a.-ba de la solidarité transfrontalière.

Exemple concret de coopération dite «Sud-Sud»: dix haut-fonctionnaires d'Asie centrale ont pu découvrir les mécanismes de coopération transfrontalière mis sur pied entre le Sénégal, la Mauritanie, le Mali et la Guinée dans le bassin du fleuve Sénégal. © DDC



Impressum

Direction du développement et de la coopération DDC
Domaine Coopération globale
Freiburgstrasse 130, CH-3003 Berne
deza@eda.admin.ch, www.dfae.admin.ch/ddc

Cette publication est également disponible en allemand, italien et en anglais.